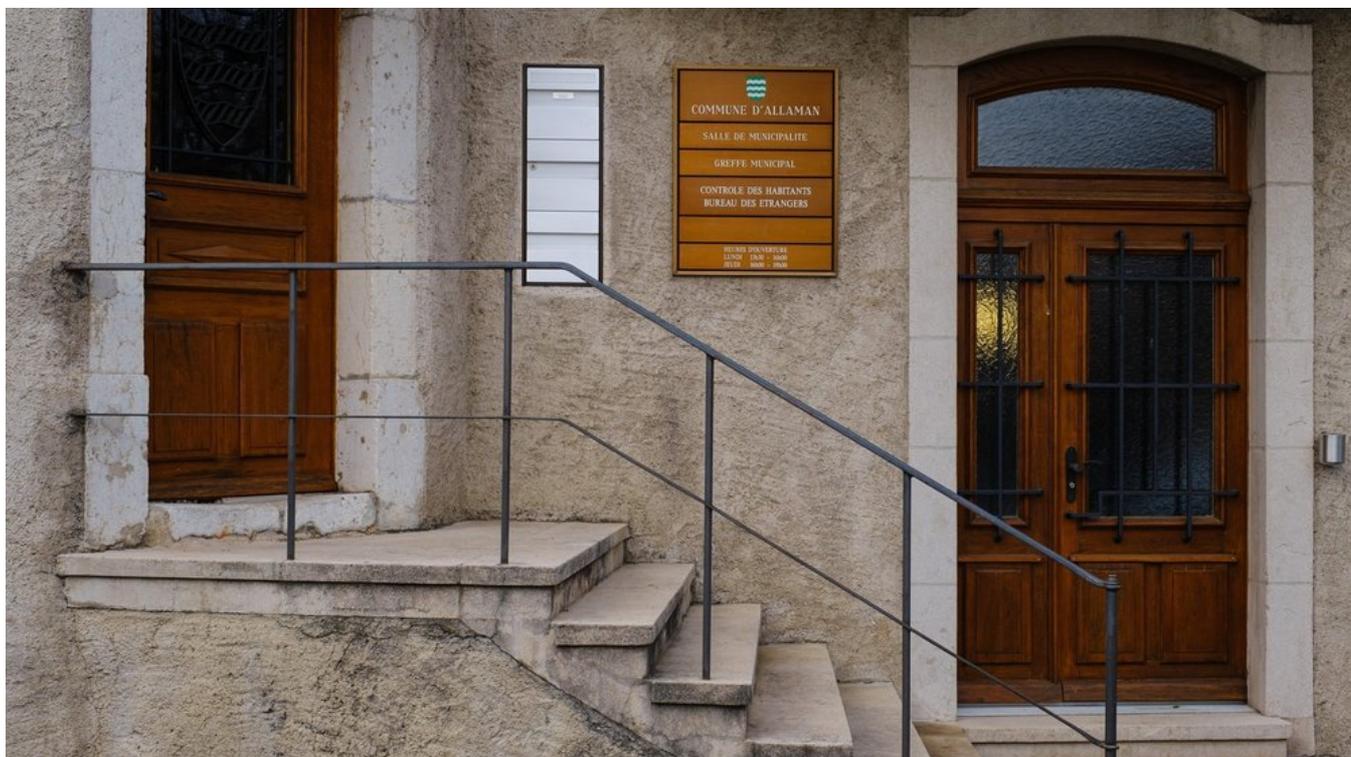


Allaman: un cadre pour les employés communaux

DÉBAT Les conseillers généraux ont largement discuté de la pertinence ou non de se doter d'un règlement pour le personnel de la commune, lundi soir. Le document a finalement été validé, à une voix près.

PAR CGE ⌚ 24.03.2021, 15:00

PREMIUM



Les membres du personnel sont actuellement au nombre de trois, soit l'employé communal, la responsable du contrôle des habitants et la secrétaire municipale. Archives Cédric Sandoz

Echelle des salaires, congé maternité, matériel de travail, secret de fonction: à Allaman, l'activité du personnel communal sera désormais cadrée par un règlement de 25 pages. Un document qui faisait défaut, jusque-là, les collaborateurs étant engagés sur la base d'un courrier officiel se référant aux articles du Code des obligations.

A lire aussi : Résultats Communales 2021 – Allaman: un seul sortant réélu à la Municipalité

Il s'en est pourtant fallu d'un cheveu, lundi soir, pour que le préavis de la Municipalité passe à l'as. La commission ad hoc préconisait son refus, estimant que le règlement proposé paraissait «disproportionné au vu de la taille de la commune» et du nombre de personnes concernées, soit 2,2 équivalents plein-temps (EPT). Y voyant surtout «une éventuelle contrainte administrative supplémentaire pour l'employeur», elle relevait également que l'Etat de Vaud met un document type gratuitement à disposition sur son site internet. De son côté, la commission des finances (Cofin) recommandait également son rejet, s'interrogeant notamment sur les grilles des augmentations proposées.

Pas d'augmentation de salaire depuis six ans

«La commune est en train de s'agrandir», a répondu le syndic Patrick Guex. D'où l'importance de se doter d'un cadre visant à «protéger les collaborateurs et l'administration communale». Le chef de l'exécutif a par ailleurs souligné que ce texte avait été préalablement soumis au canton et qu'il était prévu que toutes les hausses de salaire soient validées par le Conseil général au travers du budget annuel, rappelant au passage qu'Allaman n'avait pas augmenté ses employés depuis six ans.

«Ce n'est pas parce qu'on a seulement 2,2 EPT que l'on ne doit pas avoir de règlement du personnel, a soutenu une conseillère. Au contraire, ça leur donne une structure et une sécurité.» Au vote, le préavis a finalement été accepté par 11 oui, 10 non et 4 abstentions.